

COMPTE-RENDU DU COMITE SYNDICAL

Séance du 25/03/2021 à 14h30

Nombre de délégués en exercice : 30

Nombre de présents : 21

Nombre de votants : 25

Quorum : 16

Le Comité syndical a été convoqué le : 11/03/2021

L'affichage de la convocation a été effectué le : 12/03/2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq du mois de mars à quatorze heures et trente minutes, le Comité syndical du Syndicat mixte de la Charente aval, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain BURNET, Président.

Titulaires présents :

M. ALBRECHT Sylvain, M. BARREAU Sylvain, M. BELLU Alain, Mme BERNARD Micheline, M. BESSAGUET Bruno, M. BURNET Alain, M. CHATELIER Jean-Michel, M. COCHE-DEQUEANT Olivier, M. DE MINAC Joseph, M. DURIEUX Michel, M. GILARDEAU Jean-Marie, M. JOBIN Emmanuel, M. MICHAUD Jacky, M. MIMOL Jean-Claude, M. PETIT Jean-Marie, M. PORTRON Didier, M. PUYON Alain, M. RAFFÉ David, M. ROUYER Denis, M. STAUDER Jean-Denis, M. CHATEAUGIRON Bernard.

Suppléants présents :

Néant.

Absents :

M. BRUNETEAU Frédéric, M. DUBOIS Richard, M. EHLINGER François, M. GARCIA Walter, M. PAPINEAU Joël.

Pouvoirs :

Mme BALLOTEAU Claude (pouvoir à M. PETIT Jean-Marie), M. JAULIN Jacques (pouvoir à M. BURNET Alain), M. ROUSSEAU Jean-Yves (pouvoir à Mme BERNARD Micheline), M. SCHNEIDER Alexandre (pouvoir à M. BARREAU Sylvain).

Secrétaire de séance :

Monsieur ROUYER Denis est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'il accepte.

Tenue de la séance en présentiel et par visioconférence :

Le Président expose au Comité syndical qu'en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 indiquant que les exécutifs locaux peuvent « décider que la réunion de l'organe délibérant se tient par visioconférence ou à défaut audioconférence », possibilité a été offerte aux membres de participer à la séance du 25/03/2021 via le service dématérialisé ZOOM.

Ont participé, débattu et pris part aux délibérations de cette manière :

- M. COCHE-DEQUEANT Olivier,
- M. JOBIN Emmanuel.

Objet de la délibération : approbation du compte-rendu de la séance du 21/01/2021

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Le Président demande au Comité syndical d'approuver le compte-rendu de la séance du 21/01/2021.

Après délibération, le Comité syndical :

- approuve le compte-rendu de la séance du 21/01/2021.

Objet de la délibération : vote du compte administratif 2020

(suffrages exprimés : 24 / pour : 24 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Sylvain BARREAUD

La présente délibération a pour objet la présentation et l'approbation du compte administratif 2020 du budget du SMCA.

Le compte administratif constitue l'arrêt des comptes à la clôture de l'exercice. A ce titre, il retrace l'ensemble des mouvements opérés en cours d'année tant en recettes qu'en dépenses, y compris celles qui ont été engagées mais non mandatées.

Il constitue le bilan financier établi à partir de la comptabilité d'engagement, et présente les résultats de l'exécution du budget voté qui est un acte de prévisions. Le résultat constaté, excédentaire ou déficitaire, sera reporté au budget N +1.

Le compte administratif 2020 s'établit comme suit :

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATIONS DE L'EXERCICE	Section de fonctionnement	701 636.78	702 205.10	+ 568.32
	Section d'investissement	60 843.22	208 323.78	+ 147 480.56
REPORTS DE L'EXERCICE N -1	Report en section de fonctionnement (002)	0	22 470.69	
	Report en section d'investissement (001)	966.00	0	
TOTAL (réalisations + reports)		763 446.00	932 999.57	SOLDE D'EXECUTION + 169 553.57
RESTES A REALISER A REPORTER EN N +1	Section de fonctionnement	0	0	
	Section d'investissement	0	0	
	TOTAL des restes à réaliser en N +1	0	0	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATIONS DE L'EXERCICE	Section de fonctionnement	701 636.78	702 205.10	+ 568.32
	Section d'investissement	60 843.22	208 323.78	+ 147 480.56

				SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	701 636.78	724 675.79	+ 23 039.01
	Section d'investissement	61 809.22	208 323.78	+ 146 514.56
	TOTAL CUMULE	763 446.00	932 999.57	+ 169 553.57

Après délibération le Comité syndical :

- constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- reconnaît la sincérité des restes à réaliser,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

A la suite du vote du compte administratif auquel il n'a pas pris part, Monsieur Alain BURNET, Président, prend la présidence de la séance pour la suite des délibérations.

Objet de la délibération : approbation du compte de gestion 2020

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Sylvain BARREAUD

Le Comité syndical,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2020,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiements ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures,

Considérant que toutes les opérations ont été régulièrement effectuées,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 01/01/2020 au 31/12/2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 du Syndicat mixte de la Charente aval,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Déclare :

- que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

Objet de la délibération : affectation du résultat 2020

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Sylvain BARREAUD

La Comité syndical,

Après avoir approuvé, le 25/03/2021, le compte administratif ainsi que le compte de gestion 2020 qui présentent un excédent de fonctionnement cumulé d'un montant de 23 039.01 €,

Constatant que la section d'investissement fait apparaître un solde d'exécution global de + 146 514.56 € entraînant une capacité de financement,

Considérant les besoins recensés pour l'exercice 2021,

Décide :

- que le report en section de fonctionnement (ligne 002 en recettes) est de 23 039.01 €,
- que le report en section d'investissement (ligne 001 en recettes) est de 146 514.56 €.

Objet de la délibération : vote du budget primitif 2021

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Alain BURNET

DEPENSES :

Chap./Articles	Désignation	Total Budget
21	Immobilisations corporelles	17 000,00
2182	Matériel de transport	15 000,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	2 000,00
45	Comptabilité distincte rattachée	1 311 060,00
4581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	1 311 060,00
011	Charges à caractère général	663 200,00
60621	Combustibles	1 500,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	626 000,00
6161	Multirisques	3 800,00
6237	Publications	4 000,00
6251	Voyages et déplacements	2 000,00
6256	Missions	1 500,00
6261	Frais d'affranchissement	100,00
6262	Frais de télécommunications	1 000,00
627	Services bancaires et assimilés	300,00
6281	Concours divers (cotisations...)	22 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	232 473,83
6218	Autres personnel extérieur	85 000,00
6332	Cotisations versées au FNAL	100,00
6336	Cotisations au centre national et CNFPT	1 500,00
6338	Autres impôts, taxes & vers. assimilés sur rémunér.	300,00
64131	Rémunération	82 273,83
64138	Autres indemnités	20 000,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	30 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	4 000,00
6454	Cotisations aux ASSEDIC	4 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	300,00
6488	Autres charges	4 000,00

65	Autres charges de gestion courante	62 512,00
6531	Indemnités	30 000,00
6532	Frais de mission	1 000,00
6533	Cotisations de retraite	1 500,00
657358	Autres groupements	30 000,00
65888	Autres	12,00
66	Charges financières	1 000,00
6615	Intérêts des comptes courants & de dépôts créditeurs	1 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	757,22
6811	Dot. aux amort. des immo. incorporelles & corporelles	757,22
	Total Général	2 288 003,05

RECETTES :

<i>Chap./Articles</i>	<i>Désignation</i>	<i>Total Budget</i>
13	Subventions d'investissement reçues	15 757,21
13158	Autres groupements	15 757,21
45	Comptabilité distincte rattachée	1 311 060,00
4582	Recettes (à subdiviser par mandat)	1 311 060,00
001	Excédent d'investissement reporté	146 514,56
001	Excédent d'investissement reporté	146 514,56
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	757,22
28188	Autres immobilisations corporelles	757,22
74	Dotations, subventions et participations	936 892,04
7472	Régions	13 400,00
7473	Départements	197 400,00
7478	Autres organismes	726 092,04
75	Autres produits de gestion courante	12,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	12,00
77	Produits exceptionnels	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur op. de gestion	0,00
002	Excédent de fonctionnement reporté	23 039,01
002	Excédent de fonctionnement reporté	23 039,01
	Total Général	2 434 032,04

Après délibération, le Comité syndical :

- approuve le budget primitif 2021 tel que présenté ci-dessus.

Objet de la délibération : règlement pour l'organisation à distance des assemblées par visioconférence

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Alain BURNET

Le Comité syndical,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 relative à l'état d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et notamment son article 6,

Vu l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 et notamment son article 7,

Considérant que le Président peut décider que la réunion de l'organe délibérant peut se tenir par visioconférence ou à défaut par audioconférence,

Considérant que sont déterminées par délibération les modalités d'identification des participants, d'enregistrement et de conservations des débats, ainsi que les modalités de scrutin,

Après délibération, le Comité syndical :

- prend acte des diligences effectuées par le Président pour permettre la tenue du Comité syndical par visioconférence :
 - une information précisant la possibilité de participer à la séance du Comité syndical par visioconférence est transmise aux membres préalablement à cette dernière,
 - la convocation est envoyée par voie dématérialisée et postale,
 - la convocation dématérialisée indique les modalités techniques pour se connecter à la plateforme de visioconférence,
 - le service administratif reste joignable par mail ou par téléphone.
- détermine les modalités d'identification des participants, d'enregistrement et de conservation des débats ainsi que les modalités de scrutin :
 - identification des participants : par webcam via la plateforme de visioconférence « ZOOM ». Le Président fait appel des présents.
 - scrutin : l'ordonnance de 1^{er} avril 2020 prévoit que le scrutin ne peut être public qu'au sens de l'article L. 2121-21 du Code générale des collectivités territoriales.
Chaque participant est donc appelé à se prononcer oralement par le Président et exprime s'il vote pour, contre, ou s'il s'abstient. Si le participant à un pouvoir, il exprime également le sens du vote de la personne qu'il représente.
En cas d'égalité des suffrages, la voix du Président est prépondérante.
Le Président proclame ensuite le résultat du vote qui est retranscrit au procès-verbal.
 - enregistrement des débats et conservation : par l'intermédiaire de la plateforme de visioconférence « ZOOM », les débats seront conservés par le SMCA le temps d'élaboration du procès-verbal écrit.
 - diffusion : l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 indique que le caractère de la réunion est réputé satisfait lorsque les débats sont accessibles en direct au public de manière électronique. Le Comité syndical sera donc retransmis en direct sur un site de diffusion de vidéos en ligne accessible à tous dont le lien sera publié sur le site internet du SMCA.

Objet de la délibération : délégation au Bureau syndical des avis sue les projets portés par des maîtres d'ouvrages partenaires dans le cadre des contrats de progrès territoriaux (CPT)/programmes pluriannuels de gestion (PPG)

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Alain BURNET

Le Président expose au Comité syndical que nos partenaires financiers que sont l'Agence de l'eau Adour-Garonne, la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Charente-Maritime souhaitent, qu'en sa qualité d'autorité gémapienne, le SMCA coordonne, contrôle et émette un avis sur les demandes de subvention présentées par les maîtres d'ouvrages identifiés aux CPT/PPG en cours ou en préparation.

Ainsi, chaque demande de subvention présentée devra avoir reçu au préalable l'avis du SMCA afin de garantir que les actions envisagées s'intègrent et respectent les orientations souhaitées pour le sous-bassin concerné.

Il est proposé que le Comité syndical autorise le Bureau syndical à émettre ces avis.

Après délibération, le Comité syndical :

- prend acte de la nécessité pour le SMCA de coordonner, contrôler et émettre un avis sur les demandes de subvention présentées par les maîtres d'ouvrages identifiés aux CPT/PPG en cours ou en préparation,
- autorise le Bureau syndical à émettre ces avis.

Objet de la délibération : étude préalable au Programme pluriannuel de gestion (PPG) « Gères-Devise » - demandes de subvention

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur Mme Micheline BERNARD

Dans l'attente d'éléments financiers complémentaires afin de clarifier l'ensemble des phases nécessaires à la finalisation de l'étude portée en 2013/2014 par le SIAH Gères-Devise, la Vice-Présidente propose de reporter cette question à la prochaine réunion du Comité syndical.

Après délibération, le Comité syndical :

- prend acte du fait que l'absence de certains éléments financiers ne permet pas de statuer sur ce dossier en l'état,
- décide de reporter cette question à la prochaine réunion du Comité syndical.

Objet de la délibération : demandes de subvention relative au Contrat de progrès territorial du marais de Brouage - suivi des taxons faunistiques et floristiques

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Jean-Marie PETIT

Le Président rappelle au Comité syndical que, dans le cadre du Contrat des progrès territorial (CPT) du marais de Brouage, divers programmes d'actions ont été identifiés.

Il a ainsi été décidé de procéder au suivi de divers taxons faunistiques et floristiques.

Le Président informe le Comité syndical que le coût de cette opération a été estimé à 141 666 € HT (170 000 € TTC), dont le financement prévisionnel sera assuré de la manière suivante, conformément aux dispositions prévues au CPT :

	Taux	Montant
Suivi des taxons faunistiques et floristiques TTC		170 000 €
Suivi des taxons faunistiques et floristiques HT		141 666 €
Subvention AEAG	50,00%	70 833 €
Subvention Département	30,00%	51 000 €
Sous-total subventions	80,00%	121 833 €
Reste à charge du SMCA	20,00%	48 167 €

Après délibération, le Comité syndical :

- valide le suivi de divers taxons faunistiques et floristiques,
- approuve le plan de financement comme indiqué ci-dessus,
- précise que le SMCA ne récupère pas la TVA sur cette opération,
- de ce fait, autorise le Président à solliciter l'aide financière du Département de la Charente-Maritime sur la base des dépenses prévisionnelles TTC,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Objet de la délibération : travaux d'urgence du sous-bassin « Arnoult-Bruant » - demande de subvention

(suffrages exprimés : 25 / pour : 24 / contre : 0 / abstentions : 1)

Rapporteur M. Sylvain BARREAUD

Le Vice-Président rappelle au Bureau syndical que des travaux d'urgence sont nécessaires afin de libérer une section d'écoulement dont l'obstruction provoque notamment l'inondation régulière de terrains à proximité.

Cette intervention est prévue sur un ouvrage situé sous une route communale dans la commune de Saint-Porchaire.

Il est précisé que ces travaux interviennent avec l'accord du Maire de la commune.

Le coût estimatif est de 15 000 € TTC.

Le Vice-Président expose que le Département de la Charente-Maritime (CD17) peut être sollicité selon le plan de financement suivant :

	Taux	Montant
Travaux d'urgence TTC		15 000 €
Subvention CD17	50,00%	7 500 €
Sous-total subventions	50,00%	7 500 €
Reste à charge du SMCA	50,00%	7 500 €

Après délibération, le Comité syndical :

- valide les travaux d'urgence pour libérer une section d'écoulement,
- approuve le plan de financement comme indiqué ci-dessus,
- précise que le SMCA ne récupère pas la TVA sur cette opération,
- de ce fait, autorise le Président à solliciter l'aide financière du Département de la Charente-Maritime sur la base des dépenses prévisionnelles TTC,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Objet de la délibération : travaux d'urgence du sous-bassin « Arnoult-Bruant » - offre de concours de la société Gaïa

(suffrages exprimés : 25 / pour : 24 / contre : 0 / abstentions : 1)

Rapporteur M. Sylvain BARREAUD

Le Vice-Président expose au Comité syndical l'offre de concours présentée par la société Gaïa qui exploite une carrière à ciel ouvert sur la commune de Saint-Porchaire tendant à participer financièrement à hauteur de 30 % du montant des travaux d'urgence nécessaires afin de libérer une section d'écoulement dont l'obstruction provoque également une inondation de ses installations.

Après délibération, le Comité syndical :

- prend acte de l'offre de concours présentée par la société Gaïa,
- accepte cette participation financière à hauteur de 30 % du montant des travaux d'urgence,
- précise qu'une convention devra être établie afin de préciser les modalités de cette participation financière,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Débats :

Du fait de la sous-dimension de l'ouvrage situé sous la route, lors des épisodes de pluviométrie importante, des terrains situés en amont comme en aval sont inondés ce qui a pour conséquence la remise en question de certains usages.

Ce phénomène est accentué par le fait que la nappe phréatique présente sous la carrière installée à proximité a été percée par l'ancien exploitant et donc que les apports d'eau complémentaires conséquents dus à cet état de fait aggravent la situation.

Cette intervention d'urgence n'a pas vocation à régler de façon pérenne la situation mais à accompagner et limiter les impacts dans l'attente des actions plus ambitieuses qui seront portées dans le cadre du PPG « Arnoult-Bruant ».

M. MIMOL Jean-Claude fait part de son abstention sur cette question. Il indique que compte-tenu de la situation de la carrière, elle devrait être d'avantage impliquée notamment financièrement.

Il est rappelé que l'actuel exploitant n'est pas responsable du percement de la nappe, qu'il a mis en œuvre des mesures tendant à limiter les apports et que c'est sur sa proposition qu'une participation de 30 % du montant des travaux est envisagée.

Information concernant le marché 2021-2024 de lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles :

Rapporteur M. Alain BURNET

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 25/03/2021 à 14h00 afin de procéder à l'attribution du marché.

La consultation a fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et suivants du Code de la commande publique.

Elle a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié le 05/02/2021 au BOAMP/JOUE sous la référence 2021/S 025-060298.

La date limite de remise des offres était fixée au 5 mars 2021 à 12h00. Les plis ont été ouverts le 5 mars 2021 à 14h00.

Dans le cadre de cette consultation et conformément à l'article L. 1414-5 du Code général des collectivités territoriales, la Commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance des opérations préalables à l'analyse des offres, a décidé d'attribuer :

- Lot n° 1 : secteur géographique Nord Charente
 - société : association AUNIS GD
 - montant TTC : 144 000 €
- Lot n° 2 : secteur géographique Sud Charente
 - société : SARL Eric BRUNETEAU
 - montant TTC : 105 000 €
 - tranche optionnelle de piégeage du DPF TTC : 9 600 €

Objet de la délibération : convention des prestations de services pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles avec la FREDON 17

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Alain BURNET

Le Président expose au Comité syndical qu'afin d'assurer l'animation du réseau des piégeurs bénévoles ainsi qu'une collaboration avec les Associations communales de chasse agréées (ACCA), il est proposé de conclure une convention avec la FREDON 17 pour l'année 2021.

Le coût estimatif est de 53 000 € TTC.

Le Président expose que le Département de la Charente-Maritime (CD17) peut être sollicité selon le plan de financement suivant :

	Taux	Montant
Coordination FREDON 17 TTC		53 000 €
Subvention CD17	30,00%	15 900 €
<i>Sous-total subventions</i>	30,00%	15 900 €
Reste à charge du SMCA	70,00%	37 100 €

Après délibération, le Comité syndical :

- valide la convention des prestations de services pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles avec la FREDON 17,

- approuve le plan de financement comme indiqué ci-dessus,
- précise que le SMCA ne récupère pas la TVA sur cette opération,
- de ce fait, autorise le Président à solliciter l'aide financière du Département de la Charente-Maritime sur la base des dépenses prévisionnelles TTC,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Objet de la délibération : convention relative à la mise en place de la lutte coordonnée contre les rongeurs aquatiques nuisibles sur le canal de Charras et le canal Charente-Seudre

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Alain BURNET

Le Président expose au Comité syndical que le Département de la Charente-Maritime souhaite, sur la période 2021-2024, mener une action de lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles sur une partie du Domaine public fluvial (DPF) dont il a la charge : le canal de Charras et le canal Charente-Seudre.

Il est donc proposé, pour assurer une homogénéité d'intervention, que le SMCA porte l'action de lutte contre les ragondins sur son territoire ainsi que sur le DPF indiqué ci-dessus.

Pour assurer cette mission, le Département de la Charente-Maritime propose d'attribuer au SMCA une aide financière annuelle forfaitaire spécifique de :

- 7 920 € pour l'intervention sur le canal de Charras
- 2 640 € pour l'intervention sur le canal Charente-Seudre
- soit un montant total de 10 560 €

Après délibération, le Comité syndical :

- décide de la mise en place d'une lutte coordonnée contre les rongeurs aquatiques nuisibles sur le canal de Charras et le canal Charente-Seudre sur la période 2021-2024,
- valide les montants de l'aide financière annuelle forfaitaire spécifique proposée par la Département de la Charente-Maritime,
- décide qu'une convention de coopération sera conclue entre les deux entités afin de préciser les modalités de cette collaboration,
- autorise le Président à signer la convention à intervenir,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Objet de la délibération : détermination des participations financières des associations syndicales de propriétaires dans le cadre de la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Bruno BESSAGUET

Le Vice-Président rappelle au Comité syndical que dans le cadre de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite « loi NOTRe », la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles a subi une nouvelle organisation. Le SMCA, par transfert de la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) de ses membres, est devenu maître d'ouvrage de cette opération, avec l'appui et la coordination technique de la FREDON 17, et l'intervention des brigades de piégeurs professionnels.

Les associations syndicales de propriétaires étant directement bénéficiaires des résultats de cette lutte, il est proposé de solliciter de ces dernières une participation financière annuelle sur la base de leur superficie à hauteur de 0.50 €/hectare (minimum de perception fixé à 100 €).

Après délibération, le Comité syndical :

- décide de solliciter les associations syndicales de propriétaires comprises dans le périmètre d'intervention du SMCA pour participer financièrement à la mise en œuvre des actions de lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles,

- décide que cette participation annuelle sera calculée sur la base de leur superficie à hauteur de 0.50 €/hectare (minimum de perception fixé à 100 €).

Objet de la délibération : ouverture de poste – Animateur des sous-bassins « Gères-Devise » et « Arnoult-Bruant »

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur Mme Micheline BERNARD

Le Comité syndical,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Après en avoir délibéré, décide :

- de créer au tableau des effectifs un emploi permanent d'Animateur des sous-bassins « Gères-Devise » et « Arnoult-Bruant », à temps complet,
- qu'à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois :
 - des techniciens, des techniciens principaux, des ingénieurs, des ingénieurs principaux territoriaux,
- en cas de constat du caractère infructueux du recrutement d'un fonctionnaire, que cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale d'1 an compte tenu des spécificités liées à la mise en cohérence des actions portées dans les sous-bassins (article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée).
Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.
- que la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- que le tableau des effectifs est modifié à compter du 25/03/2021,
- que le Président est autorisé à procéder à la déclaration de vacance de poste et à prendre toutes les dispositions relatives au recrutement,
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Objet de la délibération : modification du tableau des effectifs

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur Mme Micheline BERNARD

Le Comité syndical,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée qui prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Après en avoir délibéré, décide :

- d'adopter le tableau des effectifs suivant :

Grades ou emplois	Catégories	Effectifs	Pourvus	Durée hebdomadaire de service
Secteur technique				
Ingénieur principal	A	2	0	35h00
Ingénieur	A	2	0	35h00
Technicien principal	B	2	0	35h00
Technicien	B	2	0	35h00
Secteur administratif				
Attaché principal	A	1	0	35h00
Attaché	A	1	0	35h00
Rédacteur principal de 1 ^{ère} cl.	B	1	0	35h00
Rédacteur principal de 2 ^{ème} cl.	B	1	0	35h00
Rédacteur	B	1	0	35h00

Emplois permanents des agents contractuels	Catégories	Effectifs	Pourvus	Durée hebdomadaire de service
Coordonnateur CDD 3-3	A	1	0	35h00
Coordonnateur CDD 3-3	B	1	0	35h00
Animateur CDD 3-3	A	2	2	35h00

Agents mis à disposition auprès du SMCA	Catégories	Effectifs	Pourvus	Durée hebdomadaire de service
Secteur administratif				
Responsable administratif et financier	A	0.5	0.5	17h30
Assistant administratif et financier	C	0.5	0.5	17h30
Technicien des marais périurbains de Rochefort	C	0.8	0.8	28h00

Information du Comité syndical sur les décisions prises par le Président et le Bureau syndical dans le cadre de leurs délégations :

DECISIONS DU BUREAU SYNDICAL :

1. renouvellement de la ligne de trésorerie interactive aux conditions suivantes :
 - montant : 200 000 €
 - taux : fixe à 1 %
 - durée : 12 mois
 - frais de dossier : 0.15%
 - commission d'engagement : néant
 - commission de mouvement : néant
 - commission de non utilisation : néant
2. attribution du marché relatif au CPT « marais de Brouage » - suivi de l'hivernage des populations de cistudes d'Europe selon les modalités suivantes :
 - Lot n° 1 - UHC Marennnes :
Une seule offre a été reçue de la société Eau-Méga, domiciliée 67 rue des pêcheurs d'Islande 17300 ROCHEFORT, respectant toutes les conditions d'éligibilité :
 - montant HT : 26 891.00 €
 - montant TTC : 32 269.20 €

- démarrage du marché : date de notification
 - durée du marché : 32 mois
 - Lot n° 2 - UHC Reux Nord :
Une seule offre a été reçue de la société Eau-Méga, domiciliée 67 rue des pêcheurs d'Islande 17300 ROCHEFORT, respectant toutes les conditions d'éligibilité :
 - montant HT : 31 237.00 €
 - montant TTC : 37 484.40 €
 - démarrage du marché : date de notification
 - durée du marché : 32 mois
 - Lot n° 3 - UHC Broue :
Une seule offre a été reçue de l'association Nature Environnement 17, domiciliée 2 avenue Saint Pierre 17700 SURGERES, respectant toutes les conditions d'éligibilité :
 - montant HT : 30 750.00 €
 - montant TTC : 36 900.00 €
 - démarrage du marché : date de notification
 - durée du marché : 32 mois
 - Lot n° 4 - pieds des coteaux de l'UHC Broue :
Aucune offre n'a été reçue.
3. validation du plan 2021 d'entretien des rivages de la Gères, de la Devise et de leurs affluents :
- prestataire : association Aunis GD
 - montant net : 25 505 €

DECISIONS DU PRESIDENT :



1. validation de l'accompagnement du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale dans la démarche de prévention des risques professionnels (mise en œuvre du document unique ainsi que de l'étude sur les risques psycho-sociaux) suivant une participation financière de 2 000 €.
2. attribution du marché relatif au CPT « marais de Brouage » - AMO en lien avec l'amélioration des connaissances relatives à l'alimentation en eau du marais :
 - Lot unique :
Une seule offre a été reçue du groupement conjoint INSELBERG-ECOMETRUM, respectant toutes les conditions d'éligibilité :
 - montant HT : 8 000.00 €
 - montant TTC : 9 600.00 €
 - démarrage du marché : date de notification
 - durée du marché : 15 mois

Questions diverses :

- M. PORTRON Didier interroge le Comité syndical sur le pouvoir de police du Maire au regard de la gestion des niveaux d'eau assurée par les associations syndicales de propriétaires à vocation hydraulique.
La gestion par à-coups entraîne une dégradation de la biodiversité, des berges et, par ricochet, de la voirie communale.
- M. BURNET Alain expose que l'objet du CPT « marais de Brouage » est d'aboutir à un règlement d'eau qui établira des niveaux plancher et plafond qui devront être obligatoirement respectés sous peine de sanction.
En complément, les programmes de restauration des réseaux hydrauliques secondaire et tertiaire, couplés à l'installation d'un réseau d'échelles limnimétriques, permettront à l'avenir de mettre en œuvre une gestion plus fine et graduée.

S'agissant plus particulièrement des dégâts provoqués par la gestion des ouvrages, si la commune estime avoir subi un préjudice, elle peut demander au juge réparation. Mais il faudra alors démontrer le lien de causalité ce qui risque de ne pas être chose aisée.

- *accueil d'un stagiaire : le Président informe le Comité syndical de l'accueil à compter du 19 avril et jusqu'au 13 juillet d'un stagiaire au sein de l'équipe du SMCA sur des missions en lien avec la géomatique. Il aura notamment à travailler sur la cartographie du syndicat.*
- *concertation : le Président expose que l'INRAE, dans le cadre d'un programme de recherche, propose d'accompagner le SMCA dans la mise en place de l'observatoire de la biodiversité du marais de Brouage en animant une méthode de concertation basée non plus sur les moyens mais sur les objectifs en laissant toute la place aux acteurs locaux de définir les modalités pour atteindre les résultats souhaités tout en corrigeant annuellement la méthodologie.*

Cette démarche pourrait également être dupliquée sur des thématiques comme la jussie par exemple.

Il est décidé de solliciter l'INRAE pour une présentation.

Le Secrétaire de séance,
Denis ROUYER

